



Arrêt

n° 317 377 du 27 novembre 2024
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : chez Me N. LUZEYEMO, avocat,
Avenue Broustin 88,
1083 BRUXELLES,

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 juillet 2023 par X, de nationalité congolaise, tendant à la suspension et l'annulation de « *la décision déclarant irrecevable la demande de séjour de plus de trois mois pris par l'Office des Etrangers en date du 24.05.2023, ainsi que de l'ordre de quitter le territoire subséquent pris le 14 juin 2023* ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 18 octobre 2024 convoquant les parties à comparaître le 19 novembre 2024.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me N. LUZEYEMO, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me Z. KACHAR *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé sur le territoire belge en juillet 2010.

1.2. Le 10 novembre 2011, il a introduit une première demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable le 9 août 2012 et assortie d'un ordre de quitter le territoire.

1.3. Le 27 juillet 2012, il a introduit une deuxième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable le 13 décembre 2012 et assortie d'un ordre de quitter le territoire. Le recours contre ces décisions a donné lieu à l'arrêt n° 105 333 du 20 juin 2013 constatant le désistement d'instance.

1.4. Le 17 avril 2013, il a introduit une troisième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable le 24 juillet 2013 et assortie

d'un ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée. Le recours contre ces décisions a été rejeté par l'arrêt n° 236 473 du 8 juin 2020.

1.5. Le 12 mars 2015, il a fait une déclaration de cohabitation légale avec une ressortissante belge.

1.6. Le 29 décembre 2015, il a introduit une quatrième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable en date du 23 novembre 2017 et assortie d'un ordre de quitter le territoire. Le recours contre ces décisions a été rejeté par l'arrêt n° 257 695 du 6 juillet 2021.

1.7. Le 23 mai 2022, il a introduit une cinquième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable le 20 février 2023 et assortie d'un ordre de quitter le territoire le même jour. Le recours contre ces décisions a été rejeté par l'arrêt n° 308 457 du 18 juin 2024.

1.8. Le 16 décembre 2022, il a fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger suite à son audition dans le cadre de son projet de cohabitation légale.

1.9. Le 9 février 2023, l'Officier de l'Etat civil a refusé d'acter sa cohabitation légale avec Madame [B.R.].

1.10. Le 12 avril 2023, il a introduit une sixième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980.

1.11. En date du 24 mai 2023, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour, notifiée au requérant le 14 juin 2023.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Le requérant serait, selon ses déclarations, depuis plusieurs années en Belgique. Il n'indique pas dans sa demande sa date d'arrivée sur le territoire. A l'appui de sa demande, il apporte son passeport national congolais valable du 23.08.2021 au 22.08.2026.

A l'étude de son dossier administratif, nous constatons qu'il serait arrivé en Belgique en juillet 2010, muni de son passeport national revêtu d'un visa C délivré le 12.07.2011 et valable jusqu'au 24.07.2011. Le 12/09/2011 et 07/12/2011, deux demandes d'autorisation de travail pour travailleur de nationalité étrangère lui ont été refusées. Le 10/10/2011, il a introduit une demande de 9bis, déclarée irrecevable en date du 09.08.2012 et assortie d'un ordre de quitter le territoire notifié le 04/09/2012. Le 27/07/2012, il a introduit une 2ème demande de 9bis, déclarée irrecevable le 13.12.2012 et assortie d'un ordre de quitter le territoire notifié le 21/12/2012. Le 17/04/2013, il a réintroduit une demande de 9bis, déclarée irrecevable le 24/07/2013 et assortie d'un ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée (annexe 13 sexies) qui lui a été notifiée le 29/07/2013. Le 29/12/2015, il a introduit une 4ème demande de 9bis, déclarée irrecevable le 23/11/2017 et assortie d'un ordre de quitter le territoire notifié le 12/12/2017. Le 08/06/2020, le CCE a rejeté le recours introduit contre les décisions (irrecevabilité et annexe 13 sexies) du 24.07.2013 par l'arrêt n° 236 473. Le 06.07.2021, le CCE a rejeté le recours introduit contre la décision du 23.11.2017 (irrecevabilité + annexe 13) par l'arrêt n° 257 695.

Le 23.05.2022, il a réintroduit une demande 9bis, déclarée irrecevable le 20.02.2023 et assortie d'un ordre de quitter le territoire notifié le 08.03.2023. Il a introduit un recours au CCE contre ces décisions en date du 06.04.2023, pendant à l'heure actuelle.

Nous constatons premièrement que le requérant a prolongé indûment son séjour au-delà de son visa, le séjour de l'intéressé couvert par son visa se terminant le 24/07/2011. Or nous constatons qu'au lieu de retourner dans son pays afin d'y introduire une demande d'autorisation de séjour comme il est de règle, l'intéressé a préféré introduire ses demandes d'autorisation de séjour sur le territoire en séjour irrégulier. L'intéressé est bien le seul responsable de la situation dans laquelle il se trouve. Par ailleurs, nous constatons qu'au lieu d'obtempérer aux nombreux ordres de quitter le territoire qui lui a été notifiés ces dernières années et de retourner dans son pays afin d'y introduire une demande de séjour comme il est de règle, l'intéressé a préféré introduire sa demande sur le territoire en séjour illégal. L'intéressé est bien le seul responsable de la situation dans laquelle il se trouve.

Le requérant invoque la longueur de son séjour et son intégration. Il déclare vivre depuis plusieurs années en Belgique et invoque avoir réussi à développer des attaches solides avec le Royaume, notamment avec sa compagnie.

Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on n'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des

autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et son intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat – Arrêt n° 100.223 du 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

En outre, s'agissant de la longueur du séjour du requérant en Belgique et de sa bonne intégration dans le Royaume, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que ces éléments sont autant de renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté du requérant de séjourner sur le territoire belge mais non pas une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer temporairement dans son pays d'origine afin d'y accomplir

les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour (C.C.E., Arrêt 276 463 du 25.08.2022).

« Le Conseil rappelle par ailleurs à toutes fins que ni une bonne intégration en Belgique ni la longueur du séjour de l'intéressé ne constituent, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée dans la mesure où la requérante reste en défaut de démontrer en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise. Il a été jugé que « Il est de jurisprudence que le long séjour et l'intégration en Belgique sont des motifs de fond et ne sont pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine pour y introduire la demande d'autorisation; que ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement. » (C.E., arrêt n° 177.189 du 26.11.2007). Ce principe, par définition, reste valable quelle que soit la durée de séjour de l'intéressé » (C.C.E., Arrêt 282 351 du 22.12.2022).

Il invoque l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme en raison de sa vie privée et familiale sur le territoire; il invoque sa relation depuis 2018 avec Madame B. R., en séjour régulier (sous carte E+) avec qui il cohabite depuis 2020. Il déclare que sa compagne est enceinte de ses œuvres et que l'enfant est attendu pour le 15 juin 2023, il ne peut donc rentrer dans son pays d'origine, y solliciter le visa de retour. Il fournit un acte d'achat immobilier enregistré au nom de madame du 28.02.2022. Il invoque que sa compagne souhaite reprendre son travail suite à sa grossesse et qu'en son absence, c'est le requérant qui sera appelé à s'occuper pleinement de l'enfant pendant que Madame sera occupée par son travail d'aide-soignante (les fiches de paies de février et mars 2023 sont fournies).

Premièrement, notons qu'aucune preuve de la grossesse alléguée de la compagne du requérant n'est apportée au dossier. En toute connaissance de causes, nous pouvons donc constater qu'il ne s'agit que de simples allégations de la partie requérante. Par ailleurs, rien ne permet à l'Office des étrangers de constater le lien de paternité avec l'enfant supposé naître, aucune preuve n'est apportée qui démontrerait clairement son lien de paternité.

Rappelons que c'est au demandeur qui se prévaut d'un élément susceptible d'avoir une influence sur l'examen de sa situation administrative qu'il incombe d'en informer l'administration qui, pour sa part, ne saurait être tenue de procéder à des investigations, ce sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie (en ce sens, notamment : CE., arrêt n° 109.684, 7 août 2002, CCE, arrêt n° 119 191 du 24/03/2015). En effet, il incombe au requérant d'étayer ses dires à l'aide d'éléments probants et non uniquement de les évoquer. Rappelons que c'est à l'étranger qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en apporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée » (Conseil du Contentieux des Etrangers, arrêt n°274 897 du 30.06.2022).

Rappelons ensuite, que la vie familiale avec sa compagne ne peut constituer une circonstance exceptionnelle car le requérant reste en défaut d'exposer en quoi l'obligation, de rentrer dans son pays d'origine aux fins d'y lever les autorisations requises, serait disproportionnée, alors que l'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises. Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, une ingérence dans la vie privée et familiale de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour plus de trois mois. (CCE arrêt 108 675 du 29.08.2013) En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (CCE, arrêt de rejet n° 201666 du 26 mars 2018)

Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., Arrêt 161 567 du 31.07.2006 ; en ce sens : C.C.E., Arrêt n°12 168 du 30.05.2008 et C.C.E., Arrêt n°280 682 du 24.11.2022). La Cour d'arbitrage a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'«

En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

En outre, rien n'empêche Monsieur d'effectuer de courts séjours sur le territoire, muni de l'autorisation requise, le temps de l'examen de sa demande (Conseil d'Etat du 22-08-2001 - n° 98462) et d'utiliser les moyens de communication actuels afin de garder un contact plus étroit avec sa compagne restée en Belgique lors de son retour temporaire au Sénégal. Au vu des éléments en notre possession, rien ne nous permet de constater que celle-ci ne pourrait accompagner monsieur au pays d'origine le temps d'un retour temporaire en vue d'y lever les autorisations de séjour. La circonstance exceptionnelle n'est donc pas établie.

Le requérant invoque une impossibilité de retourner au Congo du fait qu'ils sont convoqués, lui et sa compagne devant le Tribunal de la Famille de Courtrai durant le mois d'avril 2023 suite à leur recours contre le refus d'enregistrement de leur cohabitation légale par l'Officier d'Etat civil de Deerlijk du 09.02.2023. Il invoque que les démarches en cours la présence de toutes les parties. Cependant, à l'étude du document fourni en annexe n°7, nous retrouvons une citation à comparaître le 16.03.2023 en vue du traitement de leurs démarches.

Notons qu'aucun élément nouveau et pertinent de nature à compléter ce document et à prouver la poursuite de leurs démarches et la nécessité de la présence du requérant sur le territoire n'a depuis lors été apporté au dossier. La partie requérante n'a dès lors pas réactualisé ses dires à l'aide d'éléments probants récents, afin de rendre compte de la situation actuelle, en effet, il incombe au requérant non seulement d'étayer ses dires mais

aussi de les réactualiser. Rappelons « qu'il ressort de la jurisprudence administrative constante que c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. Dès lors, force est de constater que l'élément invoqué ne constitue en tout état de cause pas un empêchement ou une difficulté particulière au retour dans le pays d'origine ; la circonstance exceptionnelle n'est dès lors pas établie.

Le requérant invoque sa volonté de travailler et déclare que son profil intéresse une entreprise qui souhaiterait bénéficier de ses services. Il invoque ses compétences en tant qu'électricien, qu'il a exercé comme entrepreneur en Afrique du Sud, qu'il a de nombreuses opportunités d'engagement en Europe et en Belgique du fait de la carence d'électriciens, qu'il s'agit d'un métier recherché sur le marché de l'emploi belge et qu'il contribuera à la richesse nationale à travers ses prestations. Il invoque qu'un retour au Congo risquerait de briser un avenir professionnel certain et d'entraîner le requérant dans la précarité. Le requérant invoque cependant qu'il ne souhaite pas être à charge des pouvoirs publics, raison pour laquelle il est à la recherche d'un emploi.

Cependant, même si ses compétences professionnelles peuvent intéresser les entreprises belges, cela n'empêche pas un retour du requérant au pays d'origine pour y introduire sa demande 9 bis. Rappelons que l'exercice d'une activité professionnelle à venir n'est pas un élément révélateur d'une impossibilité ou d'une difficulté quelconque de rentrer dans le pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. Notons que le requérant ne dispose à l'heure actuelle d'aucun droit pour exercer une activité professionnelle en Belgique sous le couvert d'une autorisation ad hoc: le requérant ne dispose à l'heure actuelle ni d'une autorisation de travail ni d'un contrat de travail. En conséquence, dès lors que le requérant n'est pas en situation de travailler légalement en Belgique, force est de constater que l'élément invoqué ne constitue en tout état de cause pas un empêchement ou une difficulté particulière au retour dans le pays d'origine. Enfin, le requérant ne justifiant pas de l'autorisation requise pour travailler et ne fournissant aucun contrat de travail, il est en tout état de cause malvenu de se prévaloir dans son chef du risque de perdre un quelconque emploi et donc sa chance de travailler en cas de retour au pays d'origine pour lever les autorisations de séjour requises.

En ce qui concerne la pénurie de main d'oeuvre qui sévit dans son domaine d'activité, s'il est vrai que l'article 8 de l'Arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers stipule : « L'autorisation d'occupation n'est accordée que s'il n'est pas possible de trouver parmi les travailleurs appartenant au marché de l'emploi un travailleur apte à occuper de façon satisfaisante et dans un délai raisonnable, même au moyen d'une formation professionnelle adéquate, l'emploi envisagé. ». Il importe cependant de mettre en balance cet élément. En effet l'article 4 paragraphe 1 de la Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers du 30 avril 1999 prévoit : « L'employeur qui souhaite occuper un travailleur étranger doit, au préalable, obtenir l'autorisation d'occupation de l'autorité compétente. L'employeur ne peut utiliser les services de ce travailleur que dans les limites fixées par cette autorisation » Le paragraphe 2 du même article précise que « L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation ». En outre, pour fournir des prestations de travail, le travailleur étranger

doit préalablement avoir obtenu une autorisation de travail de l'autorité compétente (Art.5 de la du 30 avril 1999). Dès lors, la pénurie de main d'oeuvre dans un secteur (quel qu'il soit) ne dispense en rien de se soumettre à la législation en vigueur concernant l'accès au territoire. La pénurie de main d'oeuvre ne peut donc être considérée comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant impossible le retour temporaire de l'intéressé au pays d'origine. Quant au fait qu'il ne sera pas à charge des pouvoirs publics, nous soulignons que ceci est tout à son honneur mais on ne voit pas en quoi cela constituerait une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, c'est-à-dire une circonstance rendant impossible ou particulièrement difficile un retour temporaire dans son pays d'origine.

Quant au fait qu'il n'ait jamais commis de troubles à l'ordre public, cet élément ne constitue raisonnablement pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun et qu'il s'agit même d'une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

En conclusion, l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine ou de résidence auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.

Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique ».

A la même date, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire, lequel constitue le second acte attaqué qui est motivé comme suit :

« Il est enjoint à Monsieur :

ANNEXE 13

[...]

qui est également connu à l'OE sous le nom de,

[...]

de quitter le territoire de la Belgique, ainsi que le territoire des États qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen, sauf s'il possède les documents requis pour s'y rendre,

dans les 30 jours de la notification de décision.

MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

o En vertu de l'article 7, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980, en tant qu'étranger non soumis à l'obligation de visa, il demeure dans le Royaume au-delà de la durée maximale de 90 jours sur toute période de 180 jours prévue à l'article 20 de la Convention d'application de l'accord de Schengen :

Monsieur est arrivé sur le territoire muni de son passeport revêtu d'un visa C valable du 12/07/2011 au 24/07/2011, or le délai est dépassé.

MOTIF DE LA DECISION :

Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le Ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné (article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980). La situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire. Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :

L'intérêt supérieur de l'enfant : L'intéressé est majeur. Il ne ressort ni de son dossier administratif ni de sa demande 9bis, ni de ses déclarations que monsieur aurait un et/ou des enfants mineurs en Belgique. Notons que Monsieur invoque son enfant qui viendra à naître prochainement, sa compagne étant enceinte à l'heure actuelle. Néanmoins, cet élément n'a pas été retenu, aucune preuve n'est apportée pour étayer les dires de monsieur quant à la grossesse de sa compagne, aucune preuve officielle de la filiation paternelle n'est déposée.

La vie familiale :

Le requérant invoque la présence de sa compagne, sous carte E+ sur le territoire, qui serait enceinte des oeuvres de monsieur. Notons qu'aucune preuve attestant de la grossesse alléguée ou du lien de paternité n'est apportée au dossier.

L'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'empêche pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable. Notons que ses liens avec sa compagne se sont développés sur le territoire alors même que le requérant était en situation irrégulière. En outre, rien n'empêche Monsieur d'effectuer de courts séjours sur le territoire, muni de l'autorisation requise, le temps de l'examen de sa demande et d'utiliser les moyens de communication actuels afin de garder un contact plus étroit avec sa compagne restée en Belgique lors de son retour temporaire au Sénégal. Cet élément a été analysé mais ne sera pas retenu.

L'état de santé : Il ne ressort ni du dossier administratif, ni de sa demande de 9bis que l'intéressé a des problèmes de santé.

Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire.

Si vous ne donnez pas suite à cet ordre de quitter le territoire dans le délai imparti, ou si cet ordre n'est pas prolongé sur instruction de l'Office des Etrangers, les services de police compétents peuvent se rendre à votre adresse. Ils pourront alors contrôler et déterminer si vous êtes effectivement parti dès l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire ou de sa prolongation. Si vous séjournez toujours à cette adresse, cela peut entraîner un transfert au commissariat de police et une détention en vue d'un éloignement ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1.1. Le requérant prend un premier moyen de « *la violation des articles 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 1, 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de la violation du principe général de bonne administration, du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause* ».

2.1.2. Il estime que le principe de bonne administration et le devoir de soin n'ont pas été respectés, la partie défenderesse n'ayant pas analysé sa situation avant de déclarer sa demande irrecevable et de lui délivrer un ordre de quitter le territoire.

Concernant sa compagne, le requérant précise avoir joint à sa demande de séjour la preuve de sa grossesse par le biais de l'attestation de son gynécologue. Il ajoute que son enfant est né le 23 juin.

En outre, il déclare qu'une procédure en reconnaissance de paternité est en cours dans la mesure où ils ne sont pas mariés et que la procédure de reconnaissance prénatale a été suspendue suite au refus d'enregistrement de la déclaration de cohabitation légale.

Dès lors, il estime que la partie défenderesse a procédé à une mauvaise analyse de son dossier. En effet, il prétend qu'à défaut d'avoir analysé son attestation de grossesse, le reste des arguments avancés dans l'acte attaqué s'avère erroné, notamment en ce qui concerne l'appréciation de sa situation familiale et les circonstances exceptionnelles.

Ainsi, il affirme avoir fondé ses circonstances exceptionnelles sur son union future avec sa compagne, dont l'officialisation est en cours. Il précise que les démarches préalables auxquelles les futurs partenaires sont soumis exigent leur présence. Il déclare que sa compagne et lui-même ont été entendus par la police dans le cadre de l'enquête préalable à l'enregistrement de leur cohabitation légale. Il a également mentionné la naissance imminente de son enfant et le fait qu'il devait être aux côtés de sa compagne. Dès lors, il estime qu'il ne fait aucun doute que lui-même et sa compagne ont fondé une vie de famille pour laquelle sa présence est nécessaire.

Ainsi, il estime avoir noué des attaches solides sur le territoire de nature à justifier sa demande de séjour à partir de la Belgique. Il souligne que ce couple a accompli des efforts ensemble et pas de manière désunie.

Il déclare qu'au vu des nouveaux éléments relatifs à sa vie personnelle, il ne peut pas rentrer dans son pays d'origine alors que ces éléments sont susceptibles de fonder la recevabilité de sa demande au regard du pouvoir discrétionnaire de la partie défenderesse. Il précise que lorsque sa compagne reprendra son travail, il sera dans l'obligation de garder son enfant.

2.2.1. Il prend un deuxième moyen de « *la violation de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers* ».

2.2.2. Il affirme que son dossier administratif contient des informations objectives justifiant la recevabilité de sa demande.

Ainsi, il précise que les arguments présentés, à savoir sa relation avec sa compagne et les besoins liés à la venue de son enfant, la difficulté de voyager sans garantie de retour, le risque de chaos professionnel et le risque de perturbation de sa vie familiale, constituent des éléments probants ayant un caractère exceptionnel.

Il souligne que le but de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 est d'accorder une possibilité à une personne en séjour illégal de pouvoir régulariser leur situation.

2.3.1. Il prend un troisième moyen de « *la violation de l'article 8 CEDH* ».

2.3.2. Il relève que la circonstance qu'il ne soit pas autorisé à régulariser sa situation à partir de la Belgique où il vit avec sa compagne et leur enfant, et la décision de refus, l'exposent à un risque de se voir expulser et de compromettre sa vie familiale au vu de l'absence de garantie de l'obtention d'un visa dans son pays d'origine.

Il ajoute qu'une telle ingérence, si elle est prévue par la loi, doit viser un but légitime et doit être nécessaire dans une société démocratique, ce qui ne serait pas le cas en l'espèce.

Il précise que l'obligation de retourner dans le pays d'origine pour solliciter le visa ne se justifie pas au regard des risques pour l'équilibre de sa vie de couple au vu des circonstances décrites précédemment.

S'agissant de l'ordre de quitter le territoire, il estime que les moyens précités se confondent « *largement avec ceux qui appuient la demande en suspension et en annulation de la décision de rejet de la demande de séjour 9bis ainsi que l'interdiction d'entrée* ».

En outre, il relève, quant à la vie familiale et l'intérêt supérieur de l'enfant, que son enfant est né et que sa naissance était annoncée dans la demande d'autorisation de séjour.

Dès lors, il estime qu'il existe un risque de perturbation de sa vie familiale en cas de retour même temporaire dans le pays d'origine ou de résidence. Ainsi, il relève que l'ordre de quitter le territoire parle d'un retour au Sénégal alors que, dans son dossier, il n'est pas question de ce pays qu'il ne connaît pas.

3. Examen des moyens d'annulation.

3.1.1. Les articles 9 et 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 précisent que la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Par ailleurs, le Conseil est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du

pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué n'a pas tenus pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.1.2. En l'espèce, l'acte attaqué répond de façon détaillée et méthodique aux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour du requérant, notamment en ce qui concerne la longueur de son séjour en Belgique, son intégration (attaches sociales solides et notamment avec sa compagne), la méconnaissance de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme (relation avec sa compagne avec laquelle il cohabite, le fait que cette dernière soit enceinte et qu'elle souhaite reprendre le travail après l'accouchement de sorte que le requérant sera amené à s'occuper de l'enfant), l'impossibilité de retour au Congo dès lors qu'une procédure est en cours devant le Tribunal de la famille de Courtrai, la volonté de travailler du requérant et le fait que des entreprises sont intéressées par ses services ainsi que le fait de n'avoir pas eu de comportement contraire à l'ordre public. Pour chacun de ces éléments, la partie défenderesse explique pourquoi elle considère qu'il ne constitue pas, en l'espèce, une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Cette décision tient donc bel et bien compte des circonstances propres à l'espèce. Une telle motivation répond à l'obligation de motivation formelle à laquelle la partie défenderesse est soumise puisqu'elle permet de faire apparaître de façon claire et non équivoque son raisonnement. En termes de requête, le requérant ne conteste pas réellement les motifs avancés dans l'acte attaqué.

3.2. S'agissant des deux premiers moyens selon lesquels la partie défenderesse aurait mal analysé son dossier en ce qu'elle prétend que le requérant n'aurait pas apporté la preuve de la grossesse de sa compagne alors qu'une telle preuve a été transmise à l'appui de sa demande de séjour, il ressort des documents contenus au dossier administratif que l'attestation de grossesse de la compagne du requérant n'a pas été produite à l'appui de la demande d'autorisation de séjour introduite le 12 avril 2023 sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980. En effet, le requérant a bien précisé, dans sa demande de séjour, produire une attestation de grossesse en pièce 4 mais que cette dernière est manquante. Ainsi, cette attestation a été produite, pour la première fois, à l'appui du recours de sorte qu'il ne peut être fait grief à la partie défenderesse de ne pas en avoir tenu compte. Enfin, le requérant ne conteste pas valablement les affirmations de la partie défenderesse dans la mesure où il n'a pas prouvé avoir produit cette attestation de grossesse à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour précitée.

A supposer même que ce document ait été produit préalablement à la prise de l'acte attaqué, ce document ne démontre pas que le requérant serait bien le père de cet enfant.

En ce que l'enfant du requérant est né le 23 juin dernier et qu'une procédure en reconnaissance paternelle est en cours, ces informations sont postérieures à la prise de l'acte attaqué de sorte qu'il ne peut être fait grief à la partie défenderesse de ne pas s'être prononcée sur ces éléments au moment de la prise de l'acte querellé dans la mesure où elle n'en avait pas connaissance du moins en ce qui concerne la procédure en reconnaissance de paternité. Dès lors, il ne peut être fait grief à la partie défenderesse d'avoir procédé à une mauvaise analyse du dossier du requérant.

En ce que le requérant prétend qu'à défaut d'avoir analysé son attestation de grossesse, « *le reste des arguments* » de la partie défenderesse contenus dans la motivation de l'acte attaqué s'avère erroné, notamment quant à la situation familiale, ce grief est dépourvu de pertinence à défaut d'indiquer en quoi les arguments de la partie défenderesse seraient précisément erronés et quel argument en particulier le serait.

S'agissant des démarches préalables auxquelles le requérant et sa compagne sont soumis et qui exigent leur présence en Belgique, à savoir la procédure relative à l'enregistrement de leur cohabitation légale, cet élément a été pris en considération par la partie défenderesse, laquelle a considéré que « *Le requérant invoque une impossibilité de retourner au Congo du fait qu'ils sont convoqués, lui et sa compagne devant le Tribunal de la Famille de Courtrai durant le mois d'avril 2023 suite à leur recours contre le refus d'enregistrement de leur cohabitation légale par l'Officier d'Etat civil de Deerlijk du 09.02.2023. Il invoque que les démarches en cours la présence de toutes les parties. Cependant, à l'étude du document fourni en annexe n°7, nous retrouvons une citation à comparaître le 16.03.2023 en vue du traitement de leurs démarches. Notons qu'aucun élément nouveau et pertinent de nature à compléter ce document et à prouver la poursuite de leurs démarches et la nécessité de la présence du requérant sur le territoire n'a depuis lors été apporté au dossier. La partie requérante n'a dès lors pas réactualisé ses dires à l'aide d'éléments probants récents, afin de rendre compte de la situation actuelle, en effet, il incombe au requérant non seulement d'étayer ses dires mais aussi de les réactualiser. Rappelons « qu'il ressort de la jurisprudence administrative constante que c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. Dès lors, force est de constater que l'élément invoqué ne constitue en tout état de cause pas un empêchement ou une*

difficulté particulière au retour dans le pays d'origine ; la circonstance exceptionnelle n'est dès lors pas établie ». Cette motivation n'a d'ailleurs pas été valablement remise en cause par le requérant.

En ce que le requérant fait valoir la naissance imminente de son « enfant », sa présence nécessaire aux côtés de sa compagne, le fait que son couple accomplit des efforts ensemble et non de manière désunie ou encore le fait que la compagne du requérant reprendra son travail après son accouchement de sorte que le requérant sera tenu de s'occuper de l'enfant, ces éléments ont également été pris en considération par la partie défenderesse qui a expliqué à suffisance les raisons pour lesquelles ils ne peuvent être considérés comme étant des éléments rendant difficile voire impossible un retour au pays d'origine. Il convient, à ce sujet, de s'en référer aux développements ci-dessus relatifs à l'article 8 de la Convention européenne précitée.

3.3.1. S'agissant du troisième moyen et de la violation de l'article 8 de la Convention européenne précitée, le Conseil d'Etat et le Conseil de céans ont déjà jugé que « *le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161 567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12 168 du 30 mai 2008).*

La Cour d'arbitrage, devenue Cour constitutionnelle, a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« *En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise »* (considérant B.13.3).

3.3.2. En l'espèce, la prétendue vie familiale du requérant, au demeurant non valablement établie, a malgré tout bien été prise en considération par la partie défenderesse à partir du huitième paragraphe de l'acte attaqué qui en a conclu que « *La circonstance exceptionnelle n'est donc pas établie ».*

Concernant sa vie privée, le requérant se contente d'évoquer, de manière générale et assez vague, des relations solides en Belgique sans davantage développer ses propos. Dès lors, il ne peut être affirmé que le requérant a développé une réelle vie privée sur le territoire belge. Toutefois, il ressort des termes de la motivation de l'acte attaqué que l'intégration du requérant a fait l'objet d'une prise en compte par la partie défenderesse qui a analysé ces éléments au titre de circonstances exceptionnelles.

Par ailleurs, le requérant se trouve en situation de première admission. En effet, l'acte attaqué n'est pas une décision mettant fin à un droit de séjour. Les attaches dont le requérant se prévaut ont donc été nouées en situation précaire et alors qu'il se trouvait en séjour illégal. Lesdites attaches ne sauraient, en principe, être considérées comme déterminantes et empêcher la partie défenderesse d'éloigner le requérant du territoire.

Dès lors, étant donné qu'il s'agit d'une première admission, il n'y a – à ce stade de la procédure – pas d'ingérence dans la vie privée et familiale du requérant. Dans ce cas, il convient d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie familiale et privée. Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour l'Etat, de l'article 8, § 1^{er}, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie familiale et privée ailleurs que sur son territoire, sont invoqués. Si de tels obstacles à mener une vie familiale ailleurs ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH.

En l'occurrence, aucun obstacle de ce genre n'est invoqué par le requérant, ce dernier se contentant d'invoquer un risque de compromettre sa vie familiale en cas de retour au pays d'origine sans garantie quant à l'obtention de son visa, que sa présence est nécessaire et que lorsque son « *enfant* » sera né sa compagne reprendra le travail, ce qui implique sa présence en Belgique. L'acte attaqué ne peut être considéré comme violant l'article 8 de la Convention européenne précitée. En effet, il est loisible à ce dernier de solliciter une autorisation de séjour en Belgique depuis le pays d'origine et de revenir sur le territoire à la faveur de celle-ci.

En ce que le requérant allègue l'absence de garantie d'une obtention de visa dans son pays d'origine, il s'agit d'une affirmation péremptoire, non étayée et, à tout le moins, prématurée en telle sorte qu'elle est dépourvue de pertinence.

Dès lors, il ne peut être affirmé que la partie défenderesse a méconnu l'article 8 de la convention européenne précitée.

3.4. Par conséquent, le premier acte attaqué est suffisamment et adéquatement motivé. Les dispositions et principes énoncés aux moyens n'ont nullement été méconnus.

3.5. S'agissant de l'ordre de quitter le territoire, second acte attaqué, le requérant ne formule aucun grief particulier à l'encontre de ce dernier, se contentant de signaler que « *les moyens se confondent largement avec ceux qui appuient la demande en suspension et en annulation de la décision de rejet [?] de la demande de séjour 9bis [...]* », en telle sorte qu'aucun motif n'est susceptible d'entraîner l'annulation de cet acte.

Concernant le fait que l'ordre de quitter le territoire parle d'un retour au Sénégal alors qu'il n'est nullement question de ce pays dans le dossier, il s'agit là d'une simple erreur matérielle mentionnée dans la motivation de l'ordre de quitter le territoire mais qui ne peut suffire à entacher la légalité de l'acte, ce grief s'avérant sans pertinence.

3.6. Dès lors, les actes attaqués sont suffisamment et adéquatement motivés, les dispositions et principes énoncés aux moyens n'ont nullement été méconnus. Les moyens ne sont pas fondés.

4. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept novembre deux mille vingt-quatre par :

M. P. HARMEL,
M. A. IGREK,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,
greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

P. HARMEL